

NC

JACQUES CHASTENET, ¹
de l'Académie française

¹
WILLIAM
PITT, ²

LES GRANDES ÉTUDES HISTORIQUES
LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD

NC

0

JACQUES CHASTENET
Ouvrages du même auteur

WILLIAM PITT

16° N x

6870

8163

DL-9-8-1961-11589

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Chez le même éditeur.

Godoi, prince de la Paix.
Wellington (1769-1852).
Le Parlement d'Angleterre.
Le Siècle de Victoria.
La France de M. Fallières.
La Belle Époque.
Élisabeth I^{re}.
Winston Churchill et l'Angleterre du xx^e siècle.
Quand le bœuf montait sur le toit

Chez d'autres éditeurs :

Vingt ans d'Histoire diplomatique (1919-1939).
Les Grandes Heures de la Guyenne.
Raymond Poincaré.
L'Enfance de la Troisième (1870-1879).
La République des Républicains (1879-1893).
La République Triomphante (1893-1906).
Jours inquiets et jours sanglants (1906-1918).

JACQUES CHASTENET

de l'Académie française.

WILLIAM
PITT

PARIS

LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD

18-20, rue du Saint-Gothard, 18-20

Il a été tiré de cet ouvrage
Cinquante exemplaires sur papier vélin pur fil
des Papeteries Lafuma, numérotés de 1 à 50,
vingt-quatre exemplaires hors commerce, dont
vingt numérotés de I à XX,
et quatre marqués de A à D,
sur papier d'Arches, cinq exemplaires hors commerce,
marqués de E à I.



Copyright by F. Brouty, J. Fayard et C^{ie} 1941

CHAPITRE PREMIER

UN PORPHYROGÉNÈTE

A MA MÈRE

Le 23 février 1781, dans la salle des séances de la Chambre des Communes, la vieille chaire de Saint-Etienne détruite en 1784 par un incendie et remplacée par une autre, de disposition analogue, est restée à son tour, le 19 mai 1941, ravagée par les bombardements : au bord, sur un diaz, de speaker larges, empilés devant les tables des clients avec la masse et la colle de l'œuvre. Au plafond un grand lustre de style hollandais. À droite, les banquettes de la majorité; à gauche, celles de l'opposition. Sur ces banquettes, côtés les uns contre les autres, beaucoup appuyés sur une barre. La plupart la tricorne sur la tête, les honnêtes membres, presque tous gentils. Et certains en nouveaux de l'air, solides aigres, clients, petits de grands seigneurs terrés : c'est le Conseil

Il a été tiré de cet ouvrage
Cent cinquante exemplaires sur papier vélin par la
Maison Papeterie Lafuma, numérotés de 1 à 150,
vingt exemplaires sur papier ordinaire, numérotés
de 151 à 170.
Il y a cinq exemplaires de A à D.
Sur papier d'Arches, cinq exemplaires non numérotés.

A PARIS
A. M. MÉRLE



CHAPITRE PREMIER

UN PORPHYROGÉNÈTE

Un *maiden-speech* attendu. — Naissance du second Pitt. — Sa famille. — Carrière de son père. — Un enfant prodige. — L' « épine au flanc » de Charles Fox. — Cambridge. — Un apprenti homme d'Etat. — Chaste jeunesse. — Mort de lord Chatham. — Pitt avocat. — Sir James Lowther. — Pitt entre au Parlement.

Le 26 février 1781, dans la salle des séances de la Chambre des Communes, la vieille chapelle de Saint-Etienne détruite en 1834 par un incendie et remplacée par une autre, de disposition analogue, qui a été à son tour, le 10 mai 1941, ravagée par un bombardement : au fond, sous un dais, le *speaker* largement emperruqué; devant lui la table des *clerks* avec la masse et le coffre de bronze. Au plafond un grand lustre de style hollandais. A droite, les banquettes de la majorité; à gauche, celles de l'opposition. Sur ces banquettes, serrés les uns contre les autres, beaucoup appuyés sur une canne, la plupart le tricorne sur la tête, les honorables membres, presque tous *gentlemen*, fils cadets ou neveux de lords, notables *squires*, clients nantis de grands seigneurs terriens : c'est le Conseil

d'Administration de la Société Angleterre qui, depuis quelques lustres, a pris un essor que vient seulement de freiner la malheureuse guerre contre les insurgés américains.

Un jeune homme, d'un banc de l'opposition, « attrape les yeux » du *speaker*. Il se lève. Un silence se fait. Chacun se tourne vers cette silhouette mince, ce long visage, ce menton légèrement fuyant, ce nez pointu, ces yeux brillants, ce port un peu hautain, cette gravité précoce. C'est que le garçon de vingt et un ans, élu député un mois auparavant et qui se prépare à prononcer son premier discours, est le fils du comte de Chatham, le fougueux ministre, qui a poussé si loin la gloire britannique et qui est mort dramatiquement, il y a moins de trois ans, alors qu'il venait, à la Chambre haute, de s'élever contre la reconnaissance de l'indépendance américaine. Avant que d'être un lord, Chatham s'appelait William Pitt. Son second fils, le nouveau député, est aussi nommé William Pitt. Et, déjà, sans qu'on le connaisse beaucoup, le jeune homme est entouré de cette déférente sympathie qui s'attache traditionnellement, outre-Manche, aux « porphyrogénètes », aux membres des familles qui ont l'habitude et le goût du gouvernement.

Il parle. Le sujet choisi est technique; il s'agit d'un projet d'économies budgétaires; on est loin des généralités où se complaisent les députants. La voix est nette, bien timbrée, la langue pure, l'ordonnance judicieuse, les arguments

pressants; point trace de timidité, de morgue non plus. Et, quand le jeune homme s'assied au milieu des *Hear, hear!* d'approbation, Burke, l'Irlandais visionnaire, que les *gentlemen* du Parlement ne se sont jamais tout à fait accoutumés à considérer comme l'un des leurs, mais qui reste un des plus grands orateurs de cet âge d'or de l'éloquence britannique, Burke déclare : « Ce n'est pas un copeau du vieux tronc, c'est le vieux tronc lui-même! » Et comme un député dit à Charles Fox : « Ce Pitt sera un des premiers hommes du Parlement », le « phénomène de l'époque » réplique : « Il l'est déjà! » Un parlementaire chevronné, le général Grant, vient alors jeter un peu d'eau froide sur cet enthousiasme : « Eh! Mr. Fox, vous avez raison de louer le jeune Pitt pour son discours car, excepté vous, il n'y a pas dans la Chambre un homme qui puisse en faire un pareil : tout vieux que je suis, je m'attends à vous voir combattre entre ces quatre murs, comme j'ai vu faire vos pères. » Fox est embarrassé; mais le brillant néophyte, qui se trouve présent, de répliquer courtois et mauvais prophète : « Alors, général, vous souhaitez atteindre l'âge de Mathusalem! »

D'emblée, le second Pitt a, dans le monde politique anglais, conquis sa place, une place de choix.

Aussi bien lui était-elle, en quelque manière, réservée. Comme chez les Romains de la République, dans l'Angleterre du XVIII^e siècle, — et, jusqu'à un certain point, dans l'Angleterre d'aujourd'hui — le pouvoir est, en dépit des formes

électorales, quasi héréditaire. Ou, plus exactement, les fils des familles accoutumées au pouvoir reçoivent, dès le berceau, un entraînement qui, l'âge venu, porte naturellement les mieux doués d'entre eux aux premiers emplois de l'Etat.



William Pitt le second naît à Hayes, près de Bromley, dans le comté de Kent, le 28 mai 1759, à la lueur des feux de joie allumés en l'honneur des succès de son père, alors à l'apogée de sa gloire ministérielle : 1759, c'est l'époque heureuse de la guerre contre la France; c'est l'année où Horace Walpole peut écrire : « Il nous faut chaque matin demander quelle est la dernière victoire, de peur d'en sauter une », l'année où Québec capitule devant Wolfe mourant, où les vaisseaux de l'amiral Hawke dispersent une flotte française dans la baie de Biscaye et où ceux de l'amiral Boscawen en défont une autre près de la côte portugaise, l'année où Clive établit la domination anglaise sur le Bengale, l'année aussi où voient le jour le poète Burns et Wilberforce, l'apôtre de l'abolition de l'esclavage. Le premier Pitt est toujours celui dont le grand Frédéric a dit : « Il faut avouer que l'Angleterre a été longtemps en travail et qu'elle a beaucoup souffert pour produire M. Pitt; mais enfin elle est accouchée d'un homme. »

Il ne s'est pas encore laissé reléguer à la Chambre des lords; il demeure le « grand député »,

tenant les Communes sous la magie de son verbe confus et tempétueux, subjuguant l'aristocratie *whig* où se trouvent pourtant ses alliés les plus sûrs, effrayant le roi George II, captivant les foules que cependant il ne flatte guère, génie tumultueux, fantasque, dominateur, théâtral et toujours possédé de l'implacable volonté d'abaisser la puissance française.

Cet homme remarquable, paru en un temps où l'Angleterre était une sorte de république oligarchique, n'était pourtant pas tout à fait un oligarque de naissance. Fils d'un père riche, petit-fils de ce gouverneur de Madras, homme de peu de scrupules, qui vendit, en 1717, au Régent Philippe d'Orléans, le fameux diamant de 136 carats six fois ce qu'il lui avait coûté, le premier William Pitt ne tenait pas de droit à cette haute noblesse protestante — noblesse en partie d'assez fraîche date — qui, depuis que la Révolution de 1688 avait chassé les Stuart, gouvernait l'Angleterre presque sans partage. Mais il avait épousé lady Hester Grenville, une femme douce et aimante, qui, elle, appartenait sans conteste, par une famille singulièrement remuante, au cercle des grands *whigs* et qui y introduisit son mari.

Cornette de cavalerie au sortir de l'adolescence, le premier Pitt avait très tôt été élu député d'Old Sarum, « bourg pourri » s'il en fut puisqu'il comptait deux représentants et un seul électeur. Très décidé, selon son expression, à « ne nier ni atténuer le crime atroce d'être jeune », il s'était fait vite remarquer par son verbe am-

poulé, son patriotisme agressif et son insolence : « Quelqu'un ose-t-il rire ? » dit-il un jour aux Communes, au milieu d'une période particulièrement emphatique. « Non », lui fut-il répondu, « nous sommes beaucoup trop pantois pour rire ».

Opposant de nature, il se plaça sans tarder au premier rang de l'opposition et fit une guerre acharnée non seulement aux ministres, et d'abord à Walpole, mais au souverain qu'il accusait d'être plus hanovrien qu'anglais : « Je ne veux pas », s'écriait-il, « que cet illustre royaume devienne la simple annexe d'un misérable électorat ! »

— « Je suis sûr que je peux sauver le pays et que nul autre ne le peut », affirmait le premier Pitt au début de la guerre de Sept ans. Tant d'assurance finit par convaincre même ses adversaires, même le roi et, en 1756, le député d'Old Sarum entra dans le cabinet comme secrétaire d'Etat au Département du Sud (c'est-à-dire chargé de la Guerre et d'une partie des Affaires Etrangères). Il ne tarda pas à être, sans le titre, le vrai chef du gouvernement et comme tel poursuivit avec une énergie farouche une politique qui consistait à fixer sur le continent, grâce à l'aide de la Prusse, le gros des forces de la France, les colonies de celle-ci devenant du même coup, pour la Grande-Bretagne, une proie opulente et relativement facile.

Le succès couronna cette politique et le second fils de l'impétueux ministre vit le jour au milieu des lauriers.

Né dans un milieu essentiellement parlementaire, le jeune William fut, dès le berceau, promis au Parlement. On craignit d'abord que sa faible vitalité ne lui permît pas de remplir les espoirs de ses parents. Né d'un père quinquagénaire et terriblement goutteux, l'enfant apparut chétif et débile. A peine enlevé au sein de sa nourrice, le D^r Addington le mit au vin de Porto, si à la mode outre-Manche, depuis le traité de Methuen conclu en 1703 avec le Portugal. Le médecin de la famille Pitt n'était pas de l'avis du D^r Johnson qui disait, vers la même époque : « Le bordeaux pour les enfants, le porto pour les hommes et le cognac pour les héros ! »

Fut-ce l'effet de cette cure ou toute autre raison, William se fortifia peu à peu bien que sa santé dût, jusqu'au bout, demeurer assez chancelante. En même temps sa précocité intellectuelle se révélait singulière. Il était encore presque un bébé que ses parents l'appelaient, dans leurs lettres, « le philosophe » ou « notre conseiller » ; il n'avait que sept ans lorsque son précepteur, le Révérend Wilson, s'écriait : « Ses sages observations ne sont pas seulement piquantes mais utiles, et elles projettent souvent une lumière nouvelle sur le sujet. » Peu après, alors que son père était élevé à la pairie, il déclarait : « Je suis bien aise de n'être pas le fils aîné. Je veux servir le pays à la Chambre des Communes, comme papa. » Il atteignait huit ans quand lady Holland, femme de l'adversaire acharné du premier Pitt et mère de Charles Fox,

un garçon de dix-huit ans promis également, dès le maillot, à une grande carrière politique qu'il devait lui aussi remplir, quand lady Holland donc écrivait à son mari : « Ce petit William est bien l'enfant le plus intelligent que j'aie jamais vu; il est élevé si sérieusement et son comportement est si judicieux que ce petit garçon, écoutez-moi bien, sera, aussi longtemps qu'il vivra, une épine au flanc de notre Charles. » L'avenir devait entièrement vérifier la prophétie de cette mère tendre et politique.

Un tel bambin prodige risque fort de tourner, les années venant, soit au sot, soit au cuistre. Le second Pitt fut toujours le contraire d'un sot, mais il conserva constamment, dans ses manières, quelque chose du pédant. Ce n'est pas impunément qu'on a écrit à treize ans une tragédie en cinq actes intitulée *Laurentius, roi de Clarinium*, tragédie sans intrigue d'amour et qui roule autour d'un complot fomenté pour bouleverser une régence.

Quoi qu'il en soit, à moins de quatorze ans, William sait assez de latin et de grec pour entrer sans difficulté au collège de Pembroke, en l'Université de Cambridge. Sa santé ne lui a pas permis de passer auparavant, comme la plupart des jeunes aristocrates, ses contemporains, par l'école d'Eton. Il n'a pas reçu les coups de canne dont sont alors prodigues les maîtres de cette illustre institution et ne s'est pas roulé dans la poussière avec ses futurs voisins au banc des ministres et ses futurs vis-à-vis du premier banc de l'oppo-

sition. Cette lacune le distinguera toujours un peu du haut personnel politique de son temps. Il n'aura pas de sobriquet et ses intimes même l'appelleront : « Mr. Pitt. »

A Cambridge, l'adolescent mène une vie assez austère : cours, dîners solennels et mauvais dans le hall du collège, bi-quotidiennes séances à la chapelle, travail acharné dans sa chambre. Son père, qui ne sait pas énormément de grec, mais qui en cite volontiers, a insisté pour qu'il étudie particulièrement Polybe. Le jeune William lit Polybe, dans le texte, à livre ouvert, aussi Thucydide et beaucoup d'autres auteurs également difficiles. Chose plus remarquable à son époque, il s'occupe de mathématiques et travaille Newton; plus tard son ami Wilberforce dira : « Ses discours étaient ceux d'un mathématicien : il expliquait les choses au fur et à mesure qu'il avançait; puis il revenait à son point de départ avec la plus étonnante facilité. » En même temps il assimile un grand nombre d'ouvrages traitant de questions économiques et financières dont la *Richesse des Nations*, d'Adam Smith, récemment publiée. Il lit aussi Shakespeare et Milton, différents auteurs français et italiens. Mais la littérature ne le touche pas vraiment. Pour lui, le plus beau roman du monde restera toujours *Gil Blas*. Il n'est pas très sportif. Cependant, on lui fait faire de l'équitation et un peu d'escrime. A aucun moment il n'oublie qu'il est promis au ministère.

Aussi bien, pendant ces années d'études, sa

principale distraction, semble-t-elle consister à aller de temps en temps à Londres assister à une séance des Communes ou des Lords.

Là, il se sent véritablement dans son atmosphère, là sont les amis de ses parents, leurs adversaires, les hommes qu'il apprit, dès l'enfance, soit à admirer, soit à détester. Il écoute avec délice les discours de son père, « les plus beaux », écrit-il, « qui aient jamais été prononcés ».

Ce père cependant a poursuivi sa carrière. Il ne s'est pas beaucoup mieux entendu avec George III, monté sur le trône en 1760, qu'il ne faisait avec George II; en 1761, il a quitté le ministère et, rejeté dans l'opposition, il a mené la vie dure aux ministères successifs de Lord Bute, de George Grenville, pourtant son beau-frère, et du marquis de Rockingham. La modération relative de la paix de Paris, les erreurs politiques commises à Londres et qui ont poussé les colonies américaines au refus de l'impôt lui ont été un thème facile à virulents discours; sa popularité n'a fait que s'accroître.

Elle a connu une éclipse quand, en 1766, il s'est laissé créer comte de Chatham et qu'il a formé un gouvernement. La goutte et aussi une longue crise de neurasthénie l'ont empêché de diriger effectivement ce gouvernement. Mais, démissionnaire et en meilleure santé, il a retrouvé tout son prestige en prononçant, pendant les neuf années suivantes, à la Chambre des Lords, une série de discours dans lesquels il s'est fait le champion des droits du peuple, de la liberté de

la presse, de la liberté de conscience et aussi de ces Américains insurgés que le cabinet britannique veut réduire à coups de mercenaires hessois : « Mylords », a-t-il été jusqu'à s'écrier en 1777, « si j'étais Américain, comme je suis Anglais, tant qu'une troupe étrangère serait dans mon pays, je ne déposerais jamais les armes — jamais, jamais, jamais ! »

C'est au cours d'une de ces mémorables séances de la Chambre haute et tandis qu'un ministre parle que, dans la galerie des spectateurs, le jeune William est présenté à Charles Fox et agace un peu celui-ci par ses : « Mais, sûrement, Mr. Fox, à de tels arguments, on pourrait répondre ceci... »

A vivre ainsi dans l'atmosphère parlementaire, il apprend quels sont les ressorts secrets de la vie publique, il apprend à se méfier de la politique personnelle de George III, ce prince honnête, obstiné et périodiquement fou dont il sera si longtemps le premier ministre ; il apprend à voir clair dans les intrigues mi-familiales, mi-politiques des grands seigneurs *whigs* qui, au pouvoir, confondent si volontiers, et point à leur détriment, leurs revenus patrimoniaux avec ceux de l'Etat ; il apprend enfin à ne pas aimer la France, cette France dont son père est resté l'adversaire farouche et qui se prépare à soutenir les colonies américaines soulevées contre la métropole.



Rigoureux entraînement, qu'on peut comparer à celui d'un poulain de sang, inscrit au *stud-book* dès avant sa naissance. William Pitt n'en semble pas souffrir et il en restera marqué toute sa vie.

Sérieux sans être exactement pompeux, caustique au besoin, documenté, admirablement préparé à la carrière à laquelle on l'a dès l'abord destiné, il conservera toujours quelque chose d'abstrait, voire d'un peu inhumain. Au moins en faveur de sa faiblesse humaine ne peut-on citer que sa déchirante douleur à la mort de sa sœur préférée, lady Harriet Eliot, son amitié pour Wilberforce et plus tard pour Canning, au mariage duquel il pleurera d'attendrissement, quelques grosses plaisanteries faites ou subies par lui avec bonne humeur (premier ministre, il se laissera joyeusement barbouiller la figure de suie par ses neveux, les enfants Stanhope), enfin son goût pour le vin de Porto (dans un temps où les « hommes de quatre bouteilles » sont monnaie courante, l'ancien patient du D^r Addington inquiétera ses amis et scandalisera ses adversaires par sa faculté d'absorption. En 1788, l'excès de vin bu pendant le dîner l'empêchera, au cours d'une séance de nuit, de répliquer aux orateurs de l'opposition).

Chaste, on ne lui connaît guère d'aventures sentimentales et il ne se maria jamais. Si, en 1796, il doit avouer son inclination pour Eleanor

Eden, la fille aînée de lord Auckland, ce sera pour déclarer en même temps que des circonstances, lesquelles d'ailleurs il ne précisera pas, l'obligent à renoncer à toute idée de justes noces. Plus tard, sur le témoignage d'une ressemblance superficielle, certains prétendront qu'un portier de la Chambre des Communes est son fils naturel. Mais on ne les croira guère. Pitt restera bien toujours celui qui, déjà à Cambridge, repoussait, si l'on en croit le satiriste Peter Pindar, « les jolies bouquetières arrivant toutes fraîches de la campagne et ne demandant qu'à vendre aux jeunes gens leurs roses et leurs lis ». Les plaisanteries qu'on ne lui ménage pas au sujet de sa continence sont sans doute exagérées, mais il n'a certainement aucun tempérament amoureux.

Bref, né et élevé pour la politique, il sera, dans toute sa rigueur, l'*homo politicus*. Strictement adapté au milieu parlementaire de son pays et de son époque, il deviendra un grand parlementaire, voire un grand ministre. Pour être un très grand homme d'État, il lui manquera peut-être de n'avoir pas, étant jeune, mieux connu ce qui n'était ni lord, ni député, ni professeur, d'avoir fait quelques dettes, d'avoir aimé et d'avoir pleuré.

A dix-sept ans, William Pitt a déjà son diplôme de maître ès arts de Cambridge. Comme il est tout de même trop jeune pour entrer dans la vie politique active et qu'il n'a ni le goût du monde ni celui de la campagne, il reste encore quatre ans à l'Université, lisant, écrivant et tendant

l'oreille aux échos du Parlement. Il est à la Chambre des Lords quand son père s'y effondre terrassé par l'apoplexie en balbutiant un dernier discours dirigé, celui-là, contre tout projet de capituler devant la France, maintenant alliée des Américains. Un mois après, en mai 1778, il suit le convoi funèbre du terrible homme d'Etat en route pour cette abbaye de Westminster où, trente ans plus tard, lui, le second Pitt, sera enseveli à son tour.

Le jeune homme pleure sincèrement ce père fantasque, autoritaire mais affectueux qui lisait la Bible et l'*Iliade* avec lui et qui lui a donné des leçons et un exemple qu'il n'oubliera jamais. Il l'emportera sur son modèle en connaissances, en équilibre, en application et en persévérance, mais il n'aura jamais ni sa flamme, ni son dynamisme, ni cette éloquence pathétique dont Lyttleton, un contemporain, disait « qu'elle gelait parfois le sang dans les veines et parfois en précipitait le cours jusqu'à faire éclater le cœur ».

Lord Chatham laisse une succession embrouillée et le Parlement doit voter vingt mille livres sterling pour payer ses dettes. Son fils William est d'ailleurs un cadet et comme tel maigrement pourvu; ses revenus n'atteignent pas trois cents livres sterling; il décide d'entrer au barreau où il pourra gagner quelque argent et qui constitue d'ailleurs une des avenues classiques de la Chambre des Communes. En 1779, il s'installe à Londres, est plus assidu que jamais aux débats parlementaires, renoue la connais-

sance de Charles Fox, de ce Fox dans le flanc duquel il doit être « une épine » et qui est déjà illustre; on le voit un peu à l'Opéra, un peu dans les raouts mondains. Il va même à un bal masqué et écrit à sa mère : « Comme je n'éprouve guère de plaisir ni à faire des agaceries à autrui ni à ce qu'on m'en fasse, j'étais, avant la fin de la soirée, bien las de mon domino. » En juin 1780, il prête serment comme avocat.

Mais les sacs de procès ne sont pas le fait du fils préféré du grand Chatham. Il lui faut un siège dans la Chambre des Communes, dans cette Chambre où sa place est, pour ainsi dire, marquée depuis sa naissance.

Reste, il est vrai, la désagréable formalité du scrutin. Justement, en 1780, le Parlement est dissous et on va procéder à de nouvelles élections. Le jeune homme n'a pas vingt ans. Qu'importe! Il ne connaît pas grand-chose du monde que l'Université de Cambridge. Eh bien! il sollicitera d'être l'un des députés que cette Université a le privilège d'élire.

Professeurs et *fellows* le trouvent un peu pressé. Il n'obtient guère de voix. Désespoir. Lui va-t-il donc falloir marquer le pas, piétiner à la porte de cette terre promise, la salle étroite et mal aérée où siègent les Communes?

Non. Quand on s'appelle Pitt, qu'on appartient à un certain monde et que d'autre part on témoigne de tant de dispositions, on ne fait pas longtemps antichambre. La famille s'ébranle, les amis s'emploient. Le duc de Rutland, qui a

connu à Cambridge le jeune avocat et s'y intéresse, va trouver Sir James Lowther.

Sir James, plus tard Lord Lonsdale, est, dans le nord de l'Angleterre, une sorte de roi sans couronne; ses terres sont immenses, ses revenus fabuleux, son train satrapique, ses débauches fameuses, son hospitalité légendaire. En outre, il dispose absolument de neuf bourgs, plus ou moins « pourris » et qui, d'après l'étonnante législation électorale alors en vigueur, ont le droit de nommer chacun un député. C'est dire que Sir James Lowther envoie neuf députés aux Communes.

Donc le duc de Rutland parle à Sir James. Dans l'Angleterre du xviii^e siècle, la recommandation d'un duc est bien forte. Sir James pourtant est assez puissant pour ne pas craindre les ducs et il vient justement d'avoir avec celui de Portland, à propos d'une forêt dont la propriété était contestée, des démêlés retentissants. Mais le duc de Rutland est un peu son parent; il cède à ses sollicitations et désigne le candidat de Sa Grâce pour représenter au Parlement l'un de ses neuf bourgs, celui d'Appleby. En novembre 1780, le jeune homme écrit à sa mère : « L'élection aura probablement lieu dans huit ou dix jours sans que j'y joue aucun rôle, sans même que j'aie vu mes électeurs. »

Le 23 janvier 1781, William Pitt le second, son rêve devenu réalité, prend, en qualité de député d'Appleby, séance à la Chambre des Communes.

Un moi après, il prononce son *maiden-speech*.

CHAPITRE II

LE MILIEU

L'Angleterre au XVIII^e siècle. — L'aristocratie *whig*. — Le système électoral. — Les *enclosures*. — Les groupes du *whiggism*. — Le « parti de la Cour ». — Les femmes. — Psychologie et existence du grand *whig*. — Liberté des mœurs. — Le roi. — La nation. — Presse et religion. — Les grandes inventions mécaniques. — Aube de la « révolution industrielle ».

En tout temps, sous un régime parlementaire, William Pitt eût marqué. Pour avoir, aussi tôt, de telles occasions de montrer ses dons, il fallait qu'il fût né dans l'Angleterre du XVIII^e siècle.

Cette Angleterre, nous la connaissons vaguement, en France, par les toiles de Hogarth, de Reynolds, de Gainsborough et de Romney, par son style d'ameublement dérivé du hollandais, par les *Lettres philosophiques* de Voltaire, par quelques mémoires, par les ouvrages d'Adam Smith, de Hume et de Berkeley, par les *Voyages de Gulliver*, par un certain nombre de romans enfin, *Tristram Shandy*, *Pamela*, *Tom Jones* et

d'autres dont on parle plus qu'on ne les lit : des châteaux d'architecture néo-classique, de vertes pelouses sur lesquelles se promènent des officiers au teint aussi rouge que leurs habits, de grands jeunes gens bien nourris, de souples femmes vêtues de mousseline, des *babies* blonds et roses jouant avec des dogues. A peine Hogarth nous fait-il deviner des prostituées assez misérables et une vendeuse de crevettes dépenaillée mais éclatante de santé. Nous pressentons une vie intellectuelle et surtout religieuse de quelque intensité. Nous savons que, pour nos Encyclopédistes, il y avait là un asile de liberté où on ne risquait point la lettre de cachet. Nous apercevons la mer toujours présente et que sillonnent des navires, vaisseaux et frégates du roi, trois mâts et bricks marchands, sans cesse plus nombreux. A l'arrière-plan, nous soupçonnons les Indes, la terre des perles et des épices que les proconsuls de la Cité disputent à nos Dupleix et à nos Lally-Tollendal.

Cette vision n'est pas fausse, mais elle est sommaire. En réalité, la Grande-Bretagne où naquit le second Pitt n'est pas encore un pays extrêmement évolué. La révolution industrielle qui la transformera complètement ne se précisera qu'à la fin du siècle. L'île est loin d'être fort peuplée. En 1700, sa population n'est estimée qu'à six millions et demi d'habitants, en 1760 qu'à moins de huit millions, en 1780 qu'à neuf millions; elle n'atteindra dix millions et demi que vers 1800; l'Irlande, de son côté, passe,

entre 1760 et 1800, d'environ trois millions à quatre millions et demi d'habitants; soit, à la fin du xviii^e siècle, pour l'ensemble des Iles Britanniques, une population d'à peu près quinze millions d'âmes. Cependant la France, à l'aube de la Révolution, compte déjà plus de vingt-six millions d'habitants.

Cette population reste surtout agricole; dans sa masse elle est pauvre, d'une pauvreté qui, pour des raisons qui seront indiquées plus loin, va peut-être en s'accroissant au cours du siècle. Seulement les progrès de l'art de la navigation, la décadence des Pays-Bas et de l'Espagne permettent au pays d'utiliser de mieux en mieux sa position insulaire. Son commerce d'outre-mer et, avec lui, son industrie bancaire prennent un développement rapide. Les exportations britanniques sont, en 1760, évaluées à 14.700.000 livres, les importations à 9.800.000 livres; en 1800 elles seront passées respectivement à 34.400.000 et 28.250.000 livres. Et si laboureurs et artisans ne sont pas plus heureux qu'au temps de Henri VIII et d'Elizabeth, par contre l'or afflue dans les coffres des marchands de la Cité et des grands seigneurs, leurs protecteurs. Les moyens sont d'ailleurs souvent discutables et un publiciste de l'époque peut écrire : « Les lois doivent toujours céder au droit que nous avons de nous emparer de toutes choses, dès lors qu'il s'agit de choses auxquelles nous avons intérêt. »

Surtout l'Angleterre du xviii^e siècle est-elle

bien loin d'être cet Eden politique dont nos philosophes contemporains baisaient le sol en y abondant. Certainement, l'*Habeas Corpus* y était en vigueur et on n'y pouvait emprisonner personne sans un *warrant* de magistrat, certainement les impôts n'y devaient être levés qu'avec le consentement du Parlement. Mais encore faudrait-il se demander ce que signifiaient exactement, à cette époque, les mots *magistrats* et *Parlement*. Quand on va au fond des choses, on s'aperçoit qu'ils n'étaient rien que les moyens d'action d'une oligarchie gouvernante.

Sous les Tudor, l'Angleterre était en passe de devenir comme la France, une monarchie centralisée et, jusqu'à un certain point, démocratique. Sous les Stuart, les querelles religieuses affaiblirent la royauté et rendirent de la force aux éléments centrifuges, *squires* des comtés et corporations urbaines. L'intermède cromwellien — dictature militaire, théocratique et populaire — laissa de mauvais souvenirs. Sauf au début du règne de Charles II, la réaction ne bénéficia guère à la monarchie qui, dans ce pays devenu profondément protestant et patriote, eut le tort de se compromettre avec le catholicisme et avec l'étranger. Quelques familles de la noblesse anglaise qui, dès le temps d'Henri VIII, avaient très largement profité des sécularisations et s'étaient ainsi constitué des domaines fonciers considérables, virent leurs intérêts coïncider avec les passions nationales. Elles utilisèrent largement cette coïncidence.

La révolution de 1688 qui chassa les Stuart fut, en grande partie, l'œuvre de ces familles nobles. Les petits hobereaux provinciaux restèrent, pour beaucoup, attachés à la dynastie déchuë. Mais la plupart des lords exploitèrent à fond l'occasion que leur fournissait l'avènement au trône de souverains qui ne devaient cet avènement qu'au vote — de légalité d'ailleurs douteuse — d'un Parlement où ils étaient les maîtres.

Il est bien entendu que cette noblesse ne remontait en général pas aux croisades et que la majorité de ses membres ne devait son grand établissement qu'aux hasards des persécutions religieuses et des guerres civiles. Telle quelle cependant, et grossie de quelques éléments amenés de Hollande par Guillaume d'Orange (Bentinck, créé ensuite duc de Portland, Keppel, créé comte d'Albemarle), elle tenait assez de positions pour imposer sa loi à des souverains que bien des Anglais traitaient, dans leur cœur, d'usurpateurs. (Longtemps, dans beaucoup de manoirs provinciaux, on porta le *toast* au roi en levant le verre par-dessus une carafe. Cela voulait dire : « Au souverain qui est en exil, de l'autre côté de l'eau. »)

Guillaume III, tout autoritaire qu'il fût, n'essaya pas vraiment de secouer le joug. Il avait d'autres soucis; il laissa ses partisans se gaver à leur aise et se répartir les dépouilles de leurs adversaires. En même temps les honneurs pleuvaient sur ces mêmes partisans, ajoutant la dignité à la richesse. Cavendish est fait duc de

Devonshire, Russell, duc de Bedford, un peu plus tard Churchill sera duc de Marlborough. Les moins huppés se partagent marquisats, comtés et baronnies. C'est le pillage.

Après Guillaume, la reine Anne, fatiguée de la hauteur des grands *whigs* et surtout des Churchill, tente de résister et va un moment jusqu'à appeler au pouvoir des sympathisants de l'ancien régime. Mais quand, en 1714, elle meurt sans enfants, les hauts seigneurs nantis, toujours d'accord, heureusement pour eux, avec le sentiment religieux de la nation, appellent au trône un protestant, assez lointain parent, par les femmes, de la dynastie Stuart : c'est l'électeur de Hanovre, reconnu roi de Grande-Bretagne sous le nom de George I^{er} mais qui ne sait pas l'anglais et ne le saura jamais.

Désormais la noblesse *whig* règne sans conteste.

Whig, le mot, à l'origine sobriquet péjoratif désignant les insurgés presbytériens d'Ecosse, s'est installé à la fin du xvii^e siècle dans la terminologie politique britannique. Au xviii^e, il désigne officiellement les tenants de la révolution de 1688 et du coup d'Etat de 1714 : protestants, adversaires du « papisme » et des Stuart, ennemis de l'absolutisme royal, ennemis aussi de la France catholique et bourbonnienne ; en fait il marque surtout les membres et les clients des familles bénéficiaires de l'ordre nouveau.

Aux *whigs* s'opposent les *tories* (primitivement

rebelles catholiques d'Irlande) qui regrettent la dynastie tombée, n'aiment pas l'oligarchie en place et inclinent, sinon vers le catholicisme, au moins vers l'Église anglicane dans son aspect le plus hiérarchisé. Lorsque, au milieu du siècle, les Stuart perdront définitivement toute chance, les *tories* tendront, par opposition à la majorité parlementaire, que dominent les *whigs*, à devenir les défenseurs du pouvoir royal, même exercé par un prince hanovrien. C'est lord Bolingbroke qui est le théoricien du ralliement.

Les *tories* sont nombreux mais les leviers de commande leur échappent et, sous les deux premiers George, hanovriens bien avant que d'être anglais, les *whigs* organisent à leur profit le gouvernement « de cabinet » et règnent sans partage ni contrôle. George III, le premier de sa dynastie né en Grande-Bretagne et qui a le tempérament d'un bourgeois pieux, autoritaire et entêté plutôt que d'un grand seigneur, essaie, en 1761, puis en 1770, de leur substituer, non pas exactement le parti *tory*, mais un parti d'hommes recrutés surtout chez les *tories* et dévoués à la personne royale : les ministères de lord Bute et de lord North connaissent des jours difficiles et finissent — le second après un long exercice du pouvoir — par s'écrouler devant l'hostilité de la classe aristocratique. Il faudra attendre le second Pitt, nourri pourtant parmi les *whigs* et qui ne s'avouera jamais *tory*, pour connaître un gouvernement durable, populaire et cependant

affranchi en grande partie de la tutelle des oligarques.

Il serait assez difficile de préciser la doctrine politique des grands *whigs*. Ce sont des seigneurs et non point des théoriciens. Dans leurs discours ils se réfèrent volontiers aux principes de « l'immortelle révolution » de 1688, parlent de liberté et des droits imprescriptibles du sujet britannique. Quelques-uns, comme le premier Pitt qui d'ailleurs, on l'a vu, n'est pas par naissance un grand *whig*, font vibrer la corde patriotique. En fait leur action est loin d'être toujours d'accord avec leurs paroles et leurs fameux principes se ramènent pratiquement au droit, pour eux, de gouverner la Grande-Bretagne et d'être grassement entretenus par l'Etat.

Jamais la distribution des sinécures somptueusement payées n'a joué un aussi grand rôle que dans l'Angleterre du xviii^e siècle. Les plus connues et les plus lucratives sont celles qui se rattachent à la Trésorerie et dont le premier ministre a la disposition. Il y a là un certain nombre de fonctions aux désignations archaïques : chambellan de l'Echiquier, auditeur des recettes, clerc des parchemins, qui sont rémunérées par des pourcentages sur les rentrées du Trésor. Ces pourcentages représentaient des sommes raisonnables quand le budget britannique était encore quasi médiéval. Lorsque ce budget, sous les George, devient celui d'un Etat moderne, ces sommes enflent démesurément. Elles atteignent et dépassent, pour certaines sinécures,

dix mille livres sterling. Les ministres en exercice prennent pour eux-mêmes, sans vergogne, les mieux rentées de ces places dont le faible travail effectif est assuré par quelque employé subalterne. Les moins rémunératrices, ils les distribuent aux frères, aux cousins, aux clients. On peut dire que les grandes familles de l'âge d'or du *whiggism* vivent, pour une large part, aux frais du contribuable britannique. Leur seule excuse est que le « parti de la Cour », quand il est au pouvoir, en fait autant.



Si les principes du régime *whig* sont flottants, le mécanisme de son action est parfaitement précis. Il repose sur un régime parlementaire qui écarte à la fois du pouvoir le roi et le peuple.

Le bill du *Test* a éloigné de la Chambre des lords les pairs catholiques. A la suite des événements de 1688 et de 1714, on y a fait entrer, par fournées, des hommes entièrement acquis au *whiggism*. En 1783, ne siègent cependant encore au Parlement que 240 pairs. Il y a là une forteresse qui peut sembler imprenable et dans laquelle seule l'influence personnelle du souverain ouvre parfois des brèches.

Restent les Communes. Il y eut des temps dans l'histoire d'Angleterre où la Chambre des Communes représentait, dans les institutions britanniques, un élément, sinon démocratique, au moins très largement représentatif de la petite

bourgeoisie. Au xviii^e siècle, ces temps sont bien révolus. Le conservatisme anglais a empêché que, depuis le moyen âge, ou en tout cas depuis le xvi^e siècle, les circonscriptions électorales ne soient modifiées. Il en résulte que des villes importantes, mais dont l'importance est de date relativement moderne, n'ont pas de représentants tandis que des « bourgs », qui eurent leur éclat mais qui ont pratiquement disparu, conservent les leurs. Quand le second Pitt paraît au Parlement, Manchester, Leeds, Sheffield, Birmingham, ne nomment point de députés. Par contre, dix-neuf bourgades de Cornouailles en élisent ensemble trente-huit; Malmesbury a deux députés élus par treize électeurs; l'Ecosse a quarante-cinq représentants nommés par moins de quatre mille électeurs; sur les cinq cent treize députés d'Angleterre et du Pays de Galles, deux cent cinquante-quatre ne sont, ensemble, choisis que par onze mille cinq cents électeurs; cinquante-six bourgs, ayant droit chacun à un représentant, ont moins de quarante électeurs. Et l'histoire est connue de ce bourg enseveli sous les eaux dont l'unique électeur va, en barque, proclamer l'élu de son choix. Enfin, si la « franchise » varie de bourg à bourg, le droit de suffrage demeure toujours étroitement censitaire; la Grande-Bretagne ne compte guère en tout que trois cent mille électeurs et il faut un revenu foncier important pour être candidat dans un comté.

On se doute combien, dans ces conditions, il

était facile aux grands propriétaires terriens de composer une Chambre des Communes à leur dévotion : soixante-et-onze pairs du royaume disposaient absolument de quatre-vingt-dix sièges à la Chambre des Communes et avaient, en pratique, licence d'en mettre soixante-dix-sept autres à la disposition de leurs amis. Quant aux grands propriétaires non membres de la Chambre des lords, quatre-vingt-onze d'entre eux pouvaient, avec assurance, nommer quatre-vingt-deux députés et presque certainement en faire passer cinquante-sept autres. Donc cent soixante-dix individus disposaient de trois cent six sièges, c'est-à-dire de la majorité des Communes. On a vu plus haut que Sir James Lowther pouvait, à lui seul, choisir neuf députés. Les mandats législatifs s'achètent ouvertement et il existe à leur sujet une sorte de cours : quand, aux élections de 1768, lord Chesterfield a offert deux mille cinq cents livres sterling pour un siège destiné à son fils, on lui a fait remarquer que la demande émanant de « nababs » enrichis aux Indes en avait poussé le prix à trois mille livres!

En fait, point de différence essentielle de composition entre la Chambre des lords et celle des Communes. L'habitude britannique qui fait que, dans une famille titrée, seul le chef prend le nom du titre et que les autres membres de la famille conservent le patronyme permet de s'y tromper; mais, quand on regarde de près, on s'aperçoit que, dans la Grande-Bretagne du xviii^e, la

Chambre basse est remplie des fils, des neveux et des cousins des membres de la Chambre haute. A défaut, ce sont leurs clients. Et si, d'aventure, il se glisse, au sein de la représentation nationale, quelques indépendants, la corruption aura vite raison de cette indépendance. Sous George II, Sir Robert Walpole a poussé le maniement des fonds secrets jusqu'à la hauteur d'un ressort essentiel de l'Etat.

Ce n'est pas seulement le Parlement que tient la nouvelle féodalité terrienne : c'est aussi l'armée où ses cadets achètent tous les grades (la marine est restée un peu plus démocratique); c'est l'administration locale et la justice puisque les plus gros propriétaires sont, à peu près obligatoirement, lords-lieutenants des comtés et que les lords-lieutenants choisissent, dans leur milieu, les *justices of the peace*, à la fois administrateurs et magistrats; c'est enfin l'Eglise, puisque ces mêmes propriétaires ont le droit de nomination aux cures vacantes dans les paroisses de leurs domaines (on a dit que l'Eglise anglicane était une institution qui avait pour objet d'orner d'au moins un *gentleman* toutes les paroisses du royaume).

Tout ce solide mécanisme, la classe dirigeante le fait, au XVIII^e siècle, ingénieusement jouer au profit de ses intérêts matériels. Cette classe est essentiellement terrienne : la législation du temps aura constamment en vue les intérêts de la grande propriété rurale. Les petits propriétaires, les *yeomen*, étaient nombreux au XVI^e siècle et

encore au xvii^e. Leur nombre va se raréfiant et à leur place on ne voit plus guère que des *farmers* cultivant un sol qui ne leur appartient pas. On abroge une loi de la reine Elizabeth qui assurait un jardin de quatre acres à tout occupant d'un cottage. On supprime progressivement les terres communales qui permettaient aux petits paysans indépendants d'assurer la subsistance de leurs troupeaux et on répartit ces terres entre les propriétés voisines au prorata de l'importance desdites propriétés (c'est ce qu'on nomme l'*enclosure*, qui joue évidemment au profit des gros propriétaires et au détriment des humbles; sous le seul règne de George III le Parlement vote trois mille trois cent cinquante-quatre *private bills* d'enclosure). On justifie cette mesure en disant qu'elle permet une meilleure exploitation des terres; elle n'en achève pas moins la disparition de cette paysannerie indépendante qui a longtemps constitué l'épine dorsale de l'Angleterre et qui, à Crécy comme à Azincourt, a défait la chevalerie française.

Et si les produits des sinécures, si les revenus des fermages ne suffisent pas à assurer, avec la splendeur de l'aristocratie, sa toute-puissance, voici qu'à l'époque qui nous occupe, une autre source de richesse, et de richesse fabuleuse, apparaît : ce sont les Indes. La classe dirigeante occupe solidement la Cour des Directeurs de l'Honorable Compagnie des Indes orientales et celle-ci envoie libéralement les parents ou les protégés de ses amis remplir dans le Bengale ou à

LES GRANDES ÉTUDES HISTORIQUES

Auguste BAILLY	Richelieu	103 ^e édit.
—	Byzance	69 ^e —
—	Saint-Louis	21 ^e —
—	François 1 ^{er}	17 ^e —
—	La Sérénissime République de Venise	35 ^e —
Jacques BAINVILLE....	Histoire de France	528 ^e —
de l'Académie française	Napoléon	335 ^e —
—	La Troisième République	164 ^e —
Jacques CHASTENET...	Wellington	37 ^e —
de l'Académie française	Le Siècle de Victoria	25 ^e —
—	La France de M. Fallières	34 ^e —
—	Elisabeth 1 ^{re}	20 ^e —
—	Winston Churchill	20 ^e —
Pierre du COLOMBIER	Histoire de l'Art	93 ^e —
DANIEL-ROPS.....	Histoire Sainte	449 ^e —
de l'Académie française	Jésus en son temps	538 ^e —
—	L'Église des Temps barbares...	139 ^e —
—	L'Église de la Cathédrale et de la Croisade	100 ^e —
—	L'Église de la Renaissance et de la Réforme	105 ^e —
—	L'Église des Temps classiques .	85 ^e —
—	L'Ère des Grands Craquements .	77 ^e —
Jean DESCOLA	Les Conquistadors	22 ^e —
—	Les Libertadors	15 ^e —
—	Histoire d'Espagne	27 ^e —
Pierre GAXOTTE.....	La Révolution Française	200 ^e —
de l'Académie française	Le Siècle de Louis XV.....	156 ^e —
—	Frédéric II	101 ^e —
Léon HOMO.....	Le Siècle d'Or de l'Empire romain	21 ^e —
—	Nouvelle Histoire romaine.....	63 ^e —
J. LUCAS-DUBRETON .	Louis-Philippe.....	52 ^e —
—	Le Maréchal Ney.....	46 ^e —
—	Napoléon devant l'Espagne...	33 ^e —
—	Monsieur Thiers.....	25 ^e —
—	Les Borgia.....	16 ^e —
—	L'Age d'Or de la Renaissance italienne	10 ^e —
—	Charles-Quint	10 ^e —
André MAUROIS.....	Histoire d'Angleterre.....	302 ^e —
de l'Académie française		
Pierre ROUSSEAU.....	Histoire de la Science.....	73 ^e —
—	Histoire des Techniques et des Inventions	26 ^e —
René SÉDILLOT.....	Survol de l'Histoire du Monde..	33 ^e —
—	Histoire des Colonisations.....	15 ^e —
Henry VALLOTTON...	Catherine II	12 ^e —
—	Pierre le Grand	14 ^e —
—	Ivan le Terrible	14 ^e —



Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

